

mag #35

résolument Jeunes ⇌

Belgique - België
P.P.
1099 BRUXELLES 1
1/1844

Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse

01

Émancipation des Jeunes !





Édito

Carlos Crespo — Yonnec Polet

05

CEPPECS

De la nécessaire mise en valeur des jeunes dans notre société
CePpEcs — Jean-Marie Lacrosse

06

Ce vent de révolte qui souffle de plus en plus vers le Nord !
Ré.S.O.-J — Carlos Crespo

12

Retour sur la « Commune de Paris », avec le PAC et les Jeunes
reporters
Ré.S.O.-J — Alain Detilleux

16

Le printemps de la jeunesse arabe
CNAPD — Isabelle Grippa

20

Étranger chez soi

Bernard De Vos — Délégué général aux Droits de l'enfant

22



La Gauche
(reste) **en lutte**

Comité de rédaction

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Président
Yonnec Polet

Secrétaire général
Carlos Crespo

Coordinatrice de projets
Cynthia Lesenfans

Chargée de formations
Delphine Gantois

Coordination, Infographie et Mise en page
Alain Detilleux

Logistique et communication
Michèle Thommès

Secrétariat
Marielle Delbaere

Éditeur responsable
Yonnec Polet

Rédaction de Résolument Jeunes
Ré.S.O.-J asbl
(Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse)
bd de l'Empereur 15|3 - 1000 Bruxelles

T. 02 513 99 62
F. 02 502 49 47
edition@reso.j.be
www.resoj.be

Les propos tenus dans les textes relèvent de l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants extérieurs
qui ont apporté leur contribution à ce numéro.
La Rédaction



Après le soulèvement de la jeunesse dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, le vent de la contestation souffle à présent sur l'Espagne où depuis le 15 mai on assiste à l'occupation de différentes places par des jeunes qui entendent se réapproprier les espaces publics, ainsi que le débat politique. La situation n'est bien évidemment pas semblable à celle qu'on a connue en Tunisie ou en Égypte, où les insurgés ont bravé l'ire d'autocrates sanguinaires pour s'affranchir de leurs chaînes, mais des similitudes existent notamment en ce qui concerne les sombres perspectives économiques (5 millions de chômeurs en Espagne!) qui attendent ceux qui n'ont souvent plus grand-chose d'autre que leur indignation. Les Indignés, souvent présentés comme

la génération sacrifiée, veulent peut-être aussi se montrer dignes de leurs grands-parents et de leurs arrières-grands-parents qui firent de Madrid un bastion de la lutte contre les forces de l'argent et de l'obscurantisme. Le peuple de Madrid qui a écrit l'une des pages les plus glorieuses de l'histoire de l'héroïsme universel est aujourd'hui à nouveau exemplaire avec sa remise en cause de l'ordre économique existant. Pour audacieuse qu'elle soit la comparaison n'a aucunement effrayé certains indignés qui ont installé une banderoles sur la Puerta del Sol ou l'on peut lire : «No pasaran! Madrid sera la tumba del neoliberalismo».

Le Réseau Socialiste des Organisations de Jeunesse a exprimé son soutien à la jeunesse espagnole qui se bat pour défendre ses droits économiques et sociaux et a envoyé une délégation sur place.

La spectaculaire indignation des espagnols est un fait majeur. Il est en soi positif de voir que la crise économique, l'exclusion sociale et la peur du lendemain ne se soient pas traduites politiquement par la montée des populismes de droite, comme trop souvent en Europe, mais bien par l'émergence d'un mouvement social. L'expression d'une certaine solidarité et la volonté de participer davantage à la chose publique qui sous-tendent le mouvement de la Puerta del Sol peuvent s'avérer à terme être des éléments moteurs d'une prise de conscience généralisée, de nature à infléchir le rapport de force en défaveur des adulateurs des marchés. Le combat des jeunes espagnols, dont beaucoup sont des travailleurs précarisés ou sans-emploi, pour leur émancipation, en ce qu'il est porteur d'une dimension de remise en cause du pouvoir des élites économiques dominantes, est une expression actualisée de la lutte des classes.

Le présent numéro, outre des analyses sur les enjeux liés à cette jeunesse combative dans le cadre de la campagne organisée par le Réseau, contient un compte rendu de la visite culturelle organisée à Paris par le PAC et Ré.S.O.-J, dans le cadre de la commémoration des 140 ans de la Commune de Paris.

2011 semble décidément être un grand cru militant!

Bonne lecture.

Carlos Crespo
Secrétaire général
Yonnec Polet
Président
05.2011

De la nécessaire mise en valeur des jeunes dans notre société*

* Cet article a introduit le colloque «L'image des jeunes dans les médias», qui a été organisé par le Parlement de la Communauté française de Belgique, le 23 février 2011.

En introduction de ce colloque consacré à l'image des jeunes dans les médias, vous m'avez demandé de traiter «de la nécessaire mise en valeur des jeunes dans notre société». Un observateur étranger arrivant chez nous, un extra-terrestre par exemple, ne pourrait cependant qu'être intrigué par ce titre. Il constaterait qu'en comparaison d'autres lieux et d'autres temps, les jeunes semblent ici et maintenant mieux lotis et «mis en valeur» qu'ils ne l'ont jamais été. Ils sont pour la plupart exemptés de tâches pénibles, disposent de loisirs importants qui leur permettent pour une poignée d'euros de se rendre dans des îles paradisiaques, une part non négligeable de la richesse collective et individuelle disponible est consacrée à leur éducation, ils font l'objet de toutes les sollicitudes lorsqu'il s'agit de leur éviter les accidents ou les maladies, la liste pourrait s'allonger à l'infini. Et en particulier dans le vaste domaine des médias au sens large, ils sont loin d'apparaître comme des laissés pour compte : que l'on dénombre seulement la quantité de chaînes, de séries télévisées, de jeux, de réseaux sociaux, etc, qui sont à leur disposition.

Poursuivant son enquête plus en profondeur, en surfant sur Internet par exemple, notre alien ne pourrait donc que s'étonner de certaines réflexions qu'il rencontrerait inmanquablement sur son chemin. Par exemple, tombant sur le site «La marque jeune», il lirait ceci : «La marque jeune est née d'un constat. Les 15-25 ans sont trop souvent diabolisés et trop peu écoutés. Ils rencontrent pourtant aussi de nombreuses difficultés au quotidien. Ils éprouvent des peurs, des angoisses, se questionnent et interrogent la société». Ou encore cette phrase de l'un d'entre eux relevée par la présentatrice d'une émission qui leur est entièrement consacrée : «Si j'étais vieux et que je me croisais dans la rue, avec tout ce que l'on dit sur les jeunes de mon âge, je serais terrorisé». Dans la même veine, il verrait sûrement sa perplexité s'accroître en tombant par hasard sur le compte-rendu, dans la version online d'un grand quotidien, d'un très sérieux colloque récemment organisé par des chercheurs de l'UCL à propos des approches socio-historiques de la violence juvénile. Titre de l'article : «Non,

nos jeunes ne sont pas des monstres»¹ (mais alors, se dit-on, pourquoi évoquer même cette possibilité !). Conclusion : «ne nous inquiétons donc pas pour notre jeunesse, elle va bien et mieux que jamais à en croire cette équipe de chercheurs» (ouf!)²

Quand on est confronté à des observations et à des propos aussi discordants voire aussi cacophoniques, une remise à plat des données de base de notre situation me paraît s'imposer si l'on veut tenter d'y voir un peu plus clair.³ Pour en dessiner une esquisse — je ne peux espérer plus dans le laps de temps qui m'est imparti — je procéderai en deux temps.

Première étape donc. Elle s'accorde entièrement avec notre présence en ce lieu, dans la première et la plus ancienne institution représentative de nos régimes : le Parlement. Sans que nous nous en rendions vraiment compte, l'architecture du politique que nous habitons a été entièrement redessinée depuis la fin des années 1970. Nous continuons trop souvent en ces matières de raisonner selon l'architecture politique qui s'est mise en place dans la première moitié du XIX^e siècle : une architecture à deux pôles, structurée par la bipartition État/société civile. En réalité, nous sommes passés dans un système à quatre pôles, chacun des deux pôles précédents s'étant en quelque sorte dédoublé : État/gouvernement d'une part, ce n'est pas la même chose mais je laisse de côté les développements qui seraient possibles sur la dissociation du gouvernement et de l'État⁴ et me consacre au dédoublement qui nous concerne plus directement ici : société civile individualisée d'un côté, sphère publique médiatique de l'autre.

1 | DH online du 29 janvier 2011.

2 | Il y en avait pourtant au moins un de monstre, bien sympathique par ailleurs, le Ben de «C'est arrivé près de chez vous» magistralement incarné par Benoît Poelvoorde qui a provoqué, comme on dit dans les médias, un «phénomène de société». Je vais y revenir.

3 | Je ne fais dans ce texte que présenter ce que devrait être à mon sens l'esprit de cette nécessaire «mise en valeur des jeunes». Fondé en janvier 2007, le Collège Européen de Philosophie Politique, en collaboration avec la revue Résolument Jeunes (Ré.S.O.-J), a d'ores et déjà publié un nombre significatif de contributions et organisé un nombre non moins significatif de rencontres qui illustrent et mettent en pratique les tâches intellectuelles et politiques que je m'efforce de définir ici et c'est sans doute à ce titre que j'ai été convié à prendre la parole ici. Je souhaite donc associer à cette intervention mes principaux collaborateurs Martin Dekeyser, Bruno Sedran et Hélène Lacrosse. Ces textes et conférences sont également téléchargeables à partir de notre site internet www.ceppecs.eu.

4 | Nous sommes dans ce pays placés aux avant-postes pour observer la curieuse tournure qu'ont pris les événements en la matière : un État qui continue à fonctionner sans gouvernement (enfin, dans certaines limites, car il y a quand même un moment où il faut débrancher le pilote automatique).

Ce qui veut dire en clair que votre propre rôle représentatif basé sur l'élection et le mandat ne peut plus se concevoir qu'englobé dans une sphère beaucoup plus large, qui mérite elle aussi le nom de représentative, une sphère que l'on pourrait désigner comme **espace public médiatique**, devenu aujourd'hui un rouage à part entière du fonctionnement collectif, censé procurer à la collectivité une représentation (au sens de figuration) de ce qu'elle est. Cette figuration de la société est en principe totale et englobante : les médias devraient pouvoir tout montrer (d'où le reproche fréquent : « Pourquoi ne parle-t-on pas de ceci, de cela, etc. ? ») ; elle est spéculaire, jouant le rôle d'un énorme miroir, où l'image est devenue prépondérante ; et elle est en mouvement, engagée dans un processus en forme de flux qui ne s'arrête jamais. D'où vient cette montée en puissance en un temps très court, trente ans au plus, d'une sphère totalement autonomisée par rapport au pouvoir ? La technique bien sûr a joué un rôle décisif mais elle n'explique pas tout, loin de là, et laisse dans l'ombre l'essentiel. Je ne vois pour ma part qu'une explication vraiment convaincante, celle qu'en propose le philosophe français Marcel Gauchet. Nous avons franchi là une étape supplémentaire dans le processus millénaire de sortie de la religion. Religion, il faut toujours le préciser, tant les contresens sont fréquents, entendue évidemment non comme croyance (car celle-là subsiste voire en certains lieux se renforce) mais comme organisation d'ensemble du monde humain-social. En d'autres mots, avec l'espace public médiatique, nous sommes entrés de plain pied dans l'organisation post-religieuse des sociétés humaines. Nous voyons ainsi de mieux en mieux ce qu'implique le mode autonome de structuration des communautés humaines. Il implique entre autres la permanence du caractère symbolique du monde humain. La sphère publique médiatique a pris la relève de l'extériorité symbolique millénairement assurée par la religion. Elle fait la même chose que la religion mais selon de tout autres canaux et moyens que ceux de la religion. L'erreur des régimes totalitaires, si l'on suit la pensée de Marcel Gauchet jusqu'au bout⁵, a été très précisément de ne pas comprendre qu'ils perpétuaient dans leur fonctionnement la forme religieuse, même lorsqu'ils la mettaient au service de contenus antireligieux. Eh bien, si cette sphère publique médiatique tend à se comprendre aujourd'hui comme extériorité purement fonctionnelle, elle s'inscrit bien en réalité dans un régime d'extériorité représentationnelle de nature symbolique.

5] Voir à ce propos son dernier ouvrage, *À l'épreuve des totalitarismes 1914-1974*, tome III de *L'avènement de la démocratie*, Gallimard 2010.

Je prends tout de suite un exemple pour me faire bien comprendre. Il sera sans doute longuement évoqué dans ce colloque. D'où vient cette sorte de fascination que semblent exercer les criminels, et particulièrement les jeunes criminels, sur le spectacle médiatique ? Je ne fais ici que prolonger les célèbres analyses d'Emile Durkheim, fondateur de la sociologie, bien connues de tous les spécialistes de la criminologie. Déplorer, comme on le fait souvent, que les médias ne mettent en lumière que les jeunes délinquants ou criminels et laissent dans l'ombre la grande majorité des autres qui ne le sont pas, n'y changera rien. Il s'agit en fait d'un problème symbolique qui semble obéir à une loi d'airain : moins une communauté politique parvient à identifier positivement ce qu'elle est, plus elle tend à recourir au crime pour fixer la limite entre l'intérieur et l'extérieur d'elle-même. En ce sens, l'affaire Dutroux a été ici même un événement à haute teneur symbolique jamais vraiment compris comme tel.

Première étape donc de mon diagnostic : c'est la méconnaissance voire l'ignorance par le personnel médiatique et politique du caractère symbolique de leur action qui génère le sentiment de frustration et d'aliénation (au sens psychiatrique) dans lequel vivent de plus en plus les populations de nos démocraties. Elles ont littéralement le sentiment de vivre dans un autre monde que celui du discours médiatique et, très largement, du discours politique. La sphère publique médiatique parle à côté de ce qui préoccupe en profondeur les gens. Les gens vivent dans un monde symbolique dont ils ne retrouvent pas la trace ni dans le discours médiatique ni dans le discours politique. Ceci nous ramène à la réponse par l'expertise évoquée plus haut à propos de la supposée « violence des jeunes ». L'expertise, elle aussi, répond à côté du problème. Elle confond la désertion cognitive que manifestent les gens avec une supposée irrationalité de leur part, à laquelle il conviendrait de répondre par des propositions rationnelles. Mais ce n'est pas un problème de rationalité ou d'irrationalité. C'est un problème symbolique ou mieux encore cognitivo-symbolique.



Nous sommes maintenant mieux armés pour aborder la seconde étape de notre raisonnement. Quelles sont les conséquences de ces bouleversements sur les jeunes? Encore une précision cependant. Il ne s'agit pas ici de chercher des boucs émissaires. Ne situons pas ce que je viens de dire dans le registre de la dénonciation ni même dans celui de la critique de l'espace public médiatique. Je suis tout à fait conscient du caractère totalement inédit de notre condition politique actuelle qui exige avant tout d'être comprise. Nous sommes en rodage, c'est clair, et ce n'est là, selon moi, qu'une situation transitoire! Comment faire alors pour redonner un visage identifiable à du général, du commun, de l'universel? Voilà la tâche qui nous attend en ce début de XXI^e siècle. Où est l'obstacle majeur? Il est très clairement dans l'idéologie individualiste qui met en avant des jeunes (par exemple, des jeunes qui réalisent des exploits, des performances, ou au contraire des choses terrifiantes) en laissant dans l'ombre ce que sont aujourd'hui les jeunes. Cette question, jugée trop générale sans doute par l'individualisme triomphant, ne semble plus intéresser personne sauf bien sûr les spécialistes du marketing et de la publicité.

En attendant, il me semble clair que ce sont les entrants dans la vie, les jeunes, qui sont les plus vulnérables face à cette conjoncture de déficit symbolique. Si elle n'épargne personne d'entre nous, du plus jeune au plus vieux, elle touche plus durement ceux qui doivent non seulement vivre mais **entrer** dans ces univers symboliques déglingués. Près de vingt ans après sa sortie, je persiste à croire que c'est à ce problème que s'adressait le film «C'est arrivé près de chez vous»⁶. Film mettant en scène sauvagement un monde où prolifèrent des significations symboliques sauvages et incontrôlées qui peuvent s'avérer parfois aussi meurtrières que les rafales qu'envoie Ben, filmées sans état d'âme par une équipe de tournage. Mise en scène sauvage et carnavalesque certes, mais parfaitement maîtrisée par ce génie précoce qu'était le regretté Remy Belvaux.

Le processus de désymbolisation, dont la définition doit être soigneusement précisée — il ne s'agit ni de mort ni de disparition de la dimension symbolique mais de son passage dans l'implicite ou dans l'inconscient, dans la clandestinité en quelque sorte — le processus de désymbolisation a exercé des effets d'autant plus ravageurs qu'il a coïncidé chronologiquement — les deux processus sont évidemment interconnectés mais

6| Voir à ce propos Jean-Marie Lacrosse, *Enquête sur un crime symbolique*. À propos de C'est arrivé près de chez vous in Recherches en Communication, n° 2, 1994

distincts — avec une crise de la transmission aussi bien parentale que scolaire. Nous avons en effet réussi ce tour de force, une première dans l'histoire humaine, de laisser à une génération le soin de s'éduquer elle-même, totalement indifférents aux mécanismes de transmission qui assuraient aux sociétés humaines leur reproduction et leur déploiement dans le temps.

Si la génération de 68, la mienne donc, a pu faire figure de dernière génération c'est qu'elle ne s'est aucunement préoccupée d'assurer la mise en place des successeurs par leurs prédécesseurs. Elle s'est contentée, vis-à-vis de ses enfants, de les inciter à «se construire eux-mêmes», à se «découvrir eux-mêmes», à «être eux-mêmes». En fin de compte, dans ce monde où il s'agit avant tout de se débrouiller, de s'imposer aux autres, de «gagner», de «se vendre», le passage vers le monde des adultes paraît plus difficile que jamais, comme si ce monde était fermé sur lui-même et ne comportait aucun sas d'entrée. Restez où vous êtes, les jeunes, vous y êtes si bien, tout ce qu'on souhaiterait, nous les adultes, c'est de pouvoir vous y rejoindre en réalisant notre objectif suprême «rester jeunes»!

D'un autre point de vue, comme la transmission opère toujours, qu'on le veuille ou non, on doit sérieusement se demander par quel canal elle s'est quand même effectuée. La réponse ne fait pas de doute: les médias. Dans un texte récent de la revue Le Débat⁷, Dany-Robert Dufour propose du processus une métaphore saisissante: la télévision serait en fait devenue une sorte de famille de substitution, un troisième parent. Une remarque en passant sur un sujet qui a beaucoup inquiété nos sociétés et fait couler beaucoup d'encre: la question des effets sur les enfants et les adolescents des images violentes à la télévision. Ici aussi, le problème doit être revisité si l'on veut le poser correctement. En dépit d'innombrables recherches, jamais aucune corrélation claire entre l'exposition à la violence télévisée et le passage à l'acte criminel et délinquant n'a pu être établie. Parce qu'il faut là

7| Dany-Robert Dufour, *Télévision, socialisation, subjectivation*. Le rôle du troisième parent in Le Débat, 132, novembre-décembre 2004 (L'enfant-problème). Texte publié en Belgique dans la Collection Temps d'arrêt, épuisé mais téléchargeable sur le site www.yapaka.be

aussi sortir d'une vision mécanique de ces processus comme s'il y avait un lien direct entre la violence représentée et la violence agie par les adolescents. C'est en réalité le monde des représentations symboliques qui s'interpose entre les informations reçues et les comportements réels.

Au fil des ans, dans un cours d'Initiation à la démarche sociologique dispensé à l'Institut Supérieur de Formation Sociale et de Communication à Bruxelles, j'ai discuté des questions dont nous allons débattre cet après-midi avec des étudiants de 18 à 22 ans. Ils avaient pour tâche de lire ensemble, au cours, des textes visant à objectiver de manière non partisane ces dimensions symboliques essentielles que je viens d'évoquer: leur place dans l'histoire des mouvements de jeunes, leur rapport à la culture, leurs difficultés à entrer dans ce monde désymbolisé, les rapports nouveaux qui se tissent entre les générations, la crise de l'éducation, etc. Je leur suggérais ensuite de les mettre en rapport, toujours du point de vue des significations, avec des films, des séries télévisées, voire des romans s'ils étaient férus de lecture (ce qui, je le mentionne en passant, devient assez rare) selon le principe du rapport implicite/explicite, le texte explicitant à l'aide de mots ce qui demeure implicite ou plus implicite dans les images, les œuvres littéraires et artistiques. Je peux sincèrement faire état à l'échelle réduite qui est la mienne des véritables effets thérapeutiques que produit ce genre de démarche qui permet de relier les épreuves et les difficultés individuelles à la condition commune de l'humanité, ce que précisément, entièrement voués à nous individualiser, nous ne savons ou ne voulons plus faire. C'est le même constat qui se dégageait des rencontres que j'ai eues avec quelques-uns d'entre eux en vue de préparer cette intervention. Chez ces étudiants, aucune posture revendicatrice exigeant une plus large participation des jeunes ou des prises de parole dans les médias mais plutôt le sentiment aigu et partagé par tous d'un décalage entre ce qu'ils sont réellement et ressentent dans leur intériorité et ce que la société des médias projette sur eux. Je cite en vrac quelques uns de leurs propos:

«Il y a trop de violence, d'énergie négative, d'agitation dans la tête des jeunes. Trop de problèmes qui les dépassent et qu'ils n'arrivent pas à résoudre. Et impossible de s'adresser aux adultes, on a le sentiment qu'ils sont dépassés par nos problèmes et qu'ils ont capitulé...».

«Le problème pour les jeunes, c'est l'extrême difficulté de mettre des mots sur la réalité qu'ils vivent».

«Comment pourrait-on demander aux adultes quelque chose dont on ne parvient pas nous-mêmes à définir la nature exacte?»

«On attend souvent d'un jeune ce qu'il n'est pas».

«On te laisse libre mais toi-même tu ne sais pas comment faire, alors...».

Comment donc en fin de compte mettre en valeur les jeunes dans notre société? Je donnerai à la question qui m'a été posée une réponse abrupte donc volontairement exposée à de possibles critiques: en nous donnant et en leur donnant de leur condition actuelle une représentation d'ensemble. Car il est finalement plus important pour les acteurs sociaux en général, et pour les jeunes en particulier, que leur appartenance à une communauté politique souveraine leur soit signifiée que de participer individuellement à son expression en acte. Leur participation pratique est suspendue à cette assurance symbolique que seule procure une représentation de l'ensemble dont chacun de nous fait partie.

Je vous remercie de votre attention.

Jean-Marie Lacrosse
02.2011

Ce vent de révolte qui souffle de plus en plus vers le Nord !

Après les révolutions au Maghreb et au Moyen-Orient portées principalement par les jeunes, la jeunesse a ouvert un nouveau foyer de contestation en Espagne. En l'espèce, point d'autocrate sanguinaire à renverser mais plutôt un ordre économique à bousculer. Cette mobilisation est assez originale par ses modes d'actions et d'expression : l'occupation des espaces publics, coordination presque exclusive du mouvement via les réseaux sociaux, absence de rôle prééminent d'un parti ou d'un syndicat. Si l'épicentre de la contestation se situe à Madrid, diverses villes d'Espagne se sont jointes au mouvement.

Le mouvement a commencé lorsqu'une manifestation a été convoquée, notamment via les réseaux sociaux, pour le 15 mai. Les manifestants entendaient protester contre l'incapacité des partis politiques dominants à leur ouvrir des perspectives d'avenir. À l'initiative du site « *Democracia Real YA* » qui a lancé l'appel à manifester, près de 50 000 jeunes ont battu le pavé madrilène. Une grande partie de l'associatif progressiste espagnol (Attac notamment) avait répondu présent. Dans la nuit du 15 au 16 mai, un campement a été installé à la Puerta del Sol, endroit bien connu de la capitale espagnole. Le lendemain matin, les campeurs furent dispersés par la police. Toutefois, les manifestants ont réoccupé la Puerta del Sol et le mouvement s'est étendu dans différentes villes espagnoles. Les protestataires ont installé des campements et ont annoncé leur intention d'occuper différentes places publiques jusqu'aux élections municipales prévues le 22 mai. L'occupation se poursuit au moment d'écrire ces lignes.

La presse espagnole a établi une analogie entre le mondialement célèbre manifeste de Stéphane Hessel, « Indignez-vous », et les jeunes manifestants, qu'elle a dès lors renommés : « Les Indignés »¹. Ce terme est plutôt bien choisi en ce qu'il met en exergue la capacité d'indignation de la jeunesse — dont on peut légitimement supposer qu'elle soit plus importante que celle des autres classes d'âge — qui peut être le moteur de diverses luttes contre les injustices.

1 | politica.elpais.com/politica/2011/05/17/opinion/1305625181_425614.html

Cette « indignation » survient dans un contexte économique-politique particulier. Le secteur de la construction, vache à lait traditionnelle de l'économie espagnole, a plongé dans une récession sans précédent. Il y a actuellement 5 millions de chômeurs en Espagne, dont une grande majorité de jeunes. Le PSOE au pouvoir a mené une politique d'austérité qui n'a pas épargné les classes populaires, électorat traditionnel des socialistes. Diverses mesures anti-sociales prises en raison de la crise comme le fait de retarder l'âge de la retraite de 65 à 67 ans ou d'abaisser le salaire des fonctionnaires, ont plombé la popularité de l'exécutif Zapatero. L'autre grande formation qui domine la vie politique espagnole, le Parti Populaire, vient, dans la foulée de la « *Spanish revolution* », de remporter haut-la-main les élections municipales.

Cette lutte est une lutte menée en grande partie par et pour les jeunes en vue d'œuvrer à leur propre émancipation sociale. Il convient de s'interroger sur la nature actuelle et les perspectives futures du mouvement.

Quelles sont les revendications des Indignés ? Elles portent notamment sur la fin des privilèges des responsables politiques (obligation de rendre public leur patrimoine, lutte contre l'absentéisme...), la réduction du temps de travail, l'augmentation de l'imposition sur les grosses fortunes, le remboursement par les banques bénéficiaires des aides publiques qu'elles ont reçues. Les manifestants sont clairement demandeurs d'un changement sociétal profond.

Ils aspirent également à la fin du bipartisme. À ce stade, il convient, parce que cette revendication est l'une de celle qui revient le plus, d'exprimer un léger bémol. Contrairement, à ce que l'on pourrait croire, le système espagnol n'est pas comparable au système américain où le président est désigné par des grands électeurs républicains ou démocrates, ni même au scrutin majoritaire en vigueur au Royaume-Uni et en France. L'élection du congrès des députés espagnols se fait... à la proportionnelle. Certes il s'agit d'une proportionnelle à tendance majoritaire² mais qui laisse un certain espace pour les petits partis. Le propos n'est pas ici d'ergoter sur les aspects techniques du mode d'élection en Espagne mais de recontextualiser une des attentes les plus emblématiques des campeurs de la Puerta del sol. De prime abord, le rejet de la partitocratie incarnée par le PP et le PSOE est davantage conjoncturel que structurel. Les manifestants considèrent qu'il est inacceptable de

2 | Explication technique comparée des différents systèmes sur : fr.wikipedia.org/wiki/Système_électoral

se laisser enfermer dans un choix entre la poursuite de la politique d'austérité du gouvernement actuel et l'avènement d'un exécutif très marqué à droite. De plus les indignés rejettent avec véhémence la corruption, domaine où le PP de la région de Valence s'est fort illustré il y a quelques mois³. C'est avec cette grille d'analyse qu'il faut comprendre le rejet du bipartisme.

Les actions menées par les jeunes, qui constituent le gros des effectifs des indignés, trouvent un écho plutôt favorable dans la société. Le peuple espagnol semble avoir de la sympathie pour ce mouvement qui impose sa détermination et son idéal dans la non-violence. La «*Spanish revolution*», comme certains l'appellent, fait des émules dans les pays voisins. Différentes actions de solidarité avec le mouvement sont organisées en France, en Italie et même en Belgique.

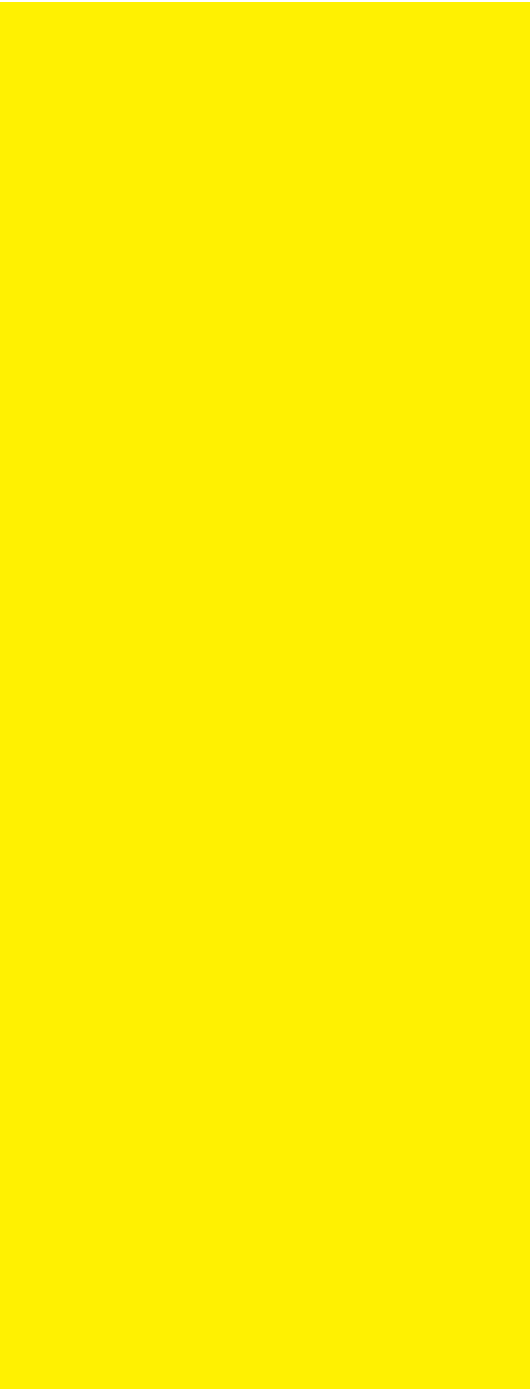
Les Indignés seront-ils entendus ? Rien n'est moins sûr. Le premier ministre Zapatero a appelé, dès le soir de la défaite électorale, à maintenir le cap des « réformes » en martelant qu'il n'y a pas d'autre option. Si certaines voix se font entendre en interne du Parti pour donner raison aux Indignés⁴ ou pour exiger un virage à gauche⁵, il n'est pas sûr qu'il y ait beaucoup de changements à attendre durant la dernière année de la législature. La démagogie droitiste du Parti Populaire qui exige des élections anticipées est loin de convaincre ceux qui occupent la Puerta del Sol et d'autres places de différentes villes espagnoles. Ces derniers savent le programme de la formation de Mariano Rajoy incompatible avec leurs aspirations. Les petits partis de gauche à l'instar du plus grand d'entre eux, *Izquierda Unida*, ont globalement le vent en poupe mais n'enregistrent pas de percée électorale significative. Dès lors, ils ne sont pas encore en capacité d'infléchir le rapport de force politique et de traduire en avancées concrètes les demandes de la jeunesse espagnole en lutte.

Il y aura-t-il un avant et un après 15 mai dans la société espagnole ? Il est encore trop tôt pour le savoir mais il peut d'ores et déjà sembler paradoxal, voire démoralisant, que l'explosion d'un mouvement social qui suscite un certain degré de sympathie ait été concomitante à la victoire de la droite aux élections municipales. Néanmoins, en guise de conclusion, rien n'interdit

3 | www.rtl.be/info/monde/europe/222078/espagne-l-affaire-de-corruption-impliquant-la-droite-prend-de-l-ampleur
4 | www.publico.es/espana/377065/la-militancia-del-psoe-da-la-razon-a-los-indignados-elecciones2011
5 | www.publico.es/espana/378252/los-diputados-reclaman-un-giro-a-la-izquierda-elecciones2011

d'effectuer une comparaison historique un peu osée : malgré le fait que les élections législatives post-Mai 68 (23-30 juin 1968) ont vu la victoire des conservateurs du Général de Gaulle, la société française n'a plus jamais été la même après ces événements.

Carlos Crespo
05.2011





Retour sur la « Commune de Paris », avec le PAC et les Jeunes reporters



Le 14 mai dernier, Ré.S.O.-J s'est associé au PAC de Bruxelles dans le cadre d'un voyage à Paris, sur les lieux de la Commune de 1871.

C'est en effet cette année que l'on commémore les 140 ans de cette insurrection qui a vu le Peuple de Paris se soulever contre le gouvernement français du Second Empire, après la défaite de septembre 1870 contre la Prusse, et le déplacement du gouvernement à Versailles.

Après un siège de près de quatre mois, les parisiens refusèrent de rendre les armes et de suivre les forces françaises et le gouvernement issu de l'Assemblée nationale, dans un armistice avec l'ennemi vainqueur.

Dans la foulée de la révolution populaire de 1848, Paris se souleva donc et proclama l'avènement de la Commune. Celle-ci devait durer un peu plus de deux mois (du 18 mars au 28 mai 1871), pour s'achever par la « Semaine sanglante » du 21 au 28 mai.¹

L'association avec le PAC, dans le cadre de ce voyage, avait notamment pour but de faire se croiser différents publics (adultes et jeunes), au sein d'un projet qui ne se résumerait pas à la visite de lieux historiques et à l'écoute attentive des guides locaux, issus de l'association parisienne « Les amis de la Commune de Paris (1871) »².

Dès lors, les jeunes furent choisis, sur base volontaire, parmi les Jeunes reporters de Latitude Jeunes, et encadrés par Caroline Huart, tout au long de la journée.

¹ | fr.wikipedia.org/wiki/Commune_de_Paris_%281871%29

² | Cette association a été créée en 1882 par les Communards de retour d'exil et est la plus ancienne des organisations du mouvement ouvrier français : lacomune.perso.neuf.fr

Trois jeunes (Saskia Leurart, Fanny Grailet et Renaud de Harlez) se sont donc engagés dans la réalisation d'un documentaire évoquant la Commune de Paris, tant dans le but de réaliser des interviews auprès des autres participants, des organisateurs et des parisiens eux-mêmes, que de produire et de monter *in fine*, un documentaire de cinq à dix minutes, destiné à une diffusion sur YouTube, voire à une gravure plus pérenne sur support DVD.

Ce projet spécifique se développe sur deux plans et sur deux échelles de temps complémentaires :

- Le premier temps concerne le documentaire lui-même (court terme) qui doit être réalisé d'ici au mois de septembre, en vue de poser la question aux jeunes du sens des images qu'ils produisent et éditent grâce aux nouvelles technologies (des GSM aux ordinateurs, en passant par les logiciels) et aux facilités offertes désormais par les supports en ligne, tels que YouTube ou même Facebook. (La réflexion allant évidemment jusqu'à la nécessité et les enjeux mêmes à faire puis à diffuser des images, dans le flot exponentiel déjà existant.) De même, elle leur pose la question de la transmission des savoirs (et pas seulement des « informations ») et de la qualité de ceux-ci, qu'ils leur proviennent d'adultes (parents, profs, etc.) ou, comme ici dans une certaine mesure, qu'ils soient transmis par les jeunes eux-mêmes aux générations qui les précèdent. Tant du fait des questions qu'ils posent aux gens dans la cadre des interviews qu'ils ont préparées pour le documentaire, que des débats qui se feront jour si le documentaire est diffusé vers des publics plus larges.
- Le second temps concerne les liens entre le PAC et Ré.S.O.-J (long terme), autour des questions liées aux luttes sociales dans l'Histoire, dont la plupart ont modelé notre système social belge (que d'aucuns considèrent comme le plus avancé au monde) et européen, le plus souvent du fait des revendications ouvrières et populaires luttant contre l'exploitation, tant patronale que sociétale, par les élites bourgeoises. Cette histoire de ce qu'il faut bien nommer de manière générique « les luttes de gauche » est sans cesse à rappeler, *a fortiori* en ces temps de grande récupération politique des acquits sociaux par ceux-là même qui s'y sont historiquement opposés (souvent par les armes) et qui parfois même tentent actuellement de les brider ou de les abolir (notamment par voie judiciaire). De même, il convient de rappeler l'ancrage à gauche de la plupart des

concepts émancipateurs du peuple, à l'heure où les mots mêmes de « Gauche » ou de « Socialisme » sont mis à toutes les sauces de la passivité, du clientélisme, de la compromission, de l'inefficacité ou simplement de l'inutilité et de l'obsolescence (ce qui est sans doute plus grave et profond).³ On ne reviendra pas ici sur l'évidente responsabilité historique que la Gauche porte quant à souffrir aujourd'hui une telle réputation, mais cela montre précisément l'urgence à réinterroger les fondamentaux qui ont fait la richesse historique des luttes menées par la Gauche (dans tout son spectre) et dont un certain nombre ne sont d'ailleurs pas finies (mais une lutte peut-elle finir ?) C'est la raison pour laquelle le rapprochement entre le PAC et Ré.S.O.-J s'est formalisé autour d'un slogan générique et d'un logo explicite : « La Gauche (reste) en lutte ».

Si la chanson de Jean-Baptiste Clément, communard de 35 ans en 1871, nous dit qu'« il est bien court le temps des cerises »⁴, il est tout aussi vrai que le printemps revient chaque année et que ce qu'il porte en germe est toujours susceptible de jaillir à la face du monde — ce ne sont pas les jeunes révoltés arabes de 2011 qui me contrediront.

Alain Detilleux
05.2011



La Gauche
(reste) en lutte



Les jeunes reporters : Saskia - Fanny - Renaud



3| Qui plus est, le bouc émissaire « socialiste » profite *a contrario* à toute sorte de populismes, comme chacun sait, qui récupèrent l'essentiel de la base ouvrière et populaire désinvestie par le Parti socialiste au profit de la Classe moyenne. Quand on y ajoute le rejet désormais épidermique de l'épouvantail du « Communisme » (quoi qu'on entende par-là) chez la plupart des gens, on voit le chemin énorme qu'il y a à parcourir en matière de clarification (radicalisation ?) du discours de la Gauche et surtout en matière de conséquence politique dans les actes.

4| Sur la chanson : [fr.wikipedia.org/wiki/Le_Temps_des_cerises_\(chanson\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Temps_des_cerises_(chanson)) ; sur l'auteur : fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Baptiste_Clément

Le printemps de la jeunesse arabe



La raison essentielle qui a été avancée pour expliquer l'irruption des premières révoltes arabes est d'abord l'arrivée d'un nombre important de jeunes adultes, souvent mieux formés que leurs aînés mais ne trouvant pas de perspectives économiques et politiques à la hauteur de leurs aspirations. Cette jeunesse en quête d'éducation et de formation, ou d'emplois qualifiés, ne se voit offrir d'autre avenir que l'exode rural, le chômage ou l'émigration.

Les attentes de ces jeunes gens face aux régimes dictatoriaux, c'est l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, devenu le héros de la révolution tunisienne, qui les a révélées. Le suicide de ce jeune homme, chômeur diplômé en informatique, a cristallisé le malaise de toute une génération. Par ailleurs, un facteur déterminant de ces soulèvements, et qui rend leur caractère d'autant plus moderne et caractéristique d'une génération, est le monde connecté avec lesquels les jeunes ont évolué. Grâce à Internet et aux réseaux sociaux, ils ont réussi à se mobiliser en peu de temps et à créer un mouvement que beaucoup d'observateurs auraient imaginé se développer en quelques dizaines d'années. Ces nouveaux moyens de communication ont rapidement renforcé la solidarité entre les différents groupes. C'est alors que spontanément, sans leader ni appartenance politique, cette jeunesse qui se croyait minoritaire a pris conscience avec une rapidité inouïe de sa force et d'une revendication commune de liberté.

Face aux attentes de liberté politique et d'accès aux droits économiques et sociaux de ces jeunes, longtemps bafouées par des dictatures d'une longévité scandaleuse, force est de souligner l'attitude réactionnaire, libérale et conservatrice de l'Occident. Tous les anciens pays colonisateurs ont soutenu et maintenu ces dictatures, mus par des intérêts sécuritaires et économiques, au détriment du respect des Droits de l'homme et du développement économique de cette région. Les pays européens ont pensé, en

soutenant ces régimes, se prémunir d'une immigration massive, de régimes islamistes ou encore de la menace du terrorisme. Le printemps arabe a révélé cette complaisance indécente des pays européens ayant freiné, de par leurs amitiés diplomatiques, les velléités démocratiques de la région.

Ces soulèvements populaires ont permis de démonter ces préjugés et porté un coup à l'imaginaire collectif de l'Occident. Nous avons découvert une jeunesse désireuse de prendre son destin en main et imprégnée d'une grande conscience politique et démocratique. Ces jeunes se sont exprimés en ne répondant ni à la logique d'enfermement sur l'Islam, ni à la théorie, savamment nourrie par leurs dirigeants et les pays occidentaux, du choc des civilisations. Ils n'ont manifesté que leur désir de liberté individuelle et de droits fondamentaux. Et aujourd'hui, force est de constater que l'alternative islamiste, au nom de la liberté, n'a pas été la voie choisie par ces soulèvements.

La jeunesse arabe fait donc également un formidable pied-de-nez à la puissance économique des occidentaux. Elle dénonce la logique des intérêts stratégiques, économiques qui régissent les relations entre états. Pour la première fois depuis des années, cette révolte nous donne l'espoir d'une modification des rapports de force en faveur des peuples et des travailleurs, avec une logique fondée sur l'intérêt général, aux dépens des intérêts capitalistes de certains grands états, guidées par le profit et le pouvoir.

À l'heure où, dans d'autres pays comme la Syrie, le Bahreïn ou le Yémen, la répression se fait chaque jour plus sanglante, à l'heure où en Libye la rébellion a viré à la guerre civile, la jeunesse arabe a les yeux rivés sur la Tunisie, où des élections devraient se tenir en juillet. Si les jeunes Tunisiens réussissent à transformer leur pays en une véritable démocratie, ce sera la preuve qu'un autre modèle est possible, et redonnera de ce fait un nouveau souffle à la mobilisation. Ce printemps arabe aura alors définitivement marqué un tournant dans notre Histoire.

Isabelle Grippa
05.2011

Étranger chez soi

« Quand trop de sécheresse brûle les cœurs, quand la faim tord trop d'entrailles, quand on rentre trop de larmes, quand on bâillonne trop de rêves. C'est comme quand on ajoute bois sur bois sur le bûcher. À la fin, il suffit du bout de bois d'un esclave, pour faire, dans le ciel de Dieu et dans le cœur des hommes, le plus énorme incendie. »

Cette citation de Mouloud Mammeri, auteur — poète d'origine Kabyle, inaugurait en 1998 le petit opuscule que je consacrais aux adolescents « des villes et des ghettos ». Basé sur mon expérience d'éducateur bruxellois, l'ouvrage ambitionnait notamment de questionner les nouvelles logiques sécuritaires, essentiellement tournées vers les jeunes issus de l'immigration maghrébine au lendemain des événements violents qui avaient principalement affectés la commune de Forest.

Mouloud Mammeri est mieux connu pour être le père du « Printemps berbère » de 1980 : c'est en effet suite à l'interdiction d'une de ses conférences sur la poésie kabyle que s'organisèrent de nombreuses manifestations pour réclamer la reconnaissance de l'identité et de la langue berbère en Algérie. Près de vingt ans après le printemps berbère, la citation de Mouloud Mammeri m'était apparue parfaitement juste et adéquate pour décrire le nouveau régime insensé et antidémocratique mis en place pour « conter » la montée des délinquances et les redoutables violences qu'il convoque.

Plus de dix ans ont passé depuis. Le printemps arabe chasse le printemps berbère et les jeunes bruxellois des quartiers populaires sont toujours sous contrôle. De l'autre côté de la Méditerranée, et singulièrement en Tunisie et en Égypte, une autre jeunesse occupe les rues et revendique de profonds changements politiques en lien avec leurs aspirations de liberté et de démocratie.

Existe-t-il un patrimoine commun entre ces jeunes arabes « d'outre Méditerranée » et les jeunes arabes de Belgique ou les jeunes belges d'origine arabe ?

Posons d'abord que, bien sûr, il se passe quelque chose d'exceptionnel à l'heure

actuelle dans le monde arabo-musulman. Et même s'il semble qu'on assiste davantage à un cumul, à une juxtaposition de mouvements ayant des motivations et des finalités fort contrastées on peut, sans craindre de trop se tromper, parler réellement d'un seul et même « printemps », malgré le fait que les liens croisés entre les différents pays concernés se limitent principalement au support moral réciproque sans laisser de place à l'échange de stratégies ou de matériel.

L'usage des nouvelles technologies, nouveaux relais d'information et de rassemblement des populations, de mieux en mieux maîtrisés par les jeunes, apparaît sans équivoque comme un point commun central entre les différentes révolutions, à tel point que de nombreux commentateurs ont parlé de « révolution Facebook ». Même s'il me semble que la galaxie des réseaux sociaux a surtout servi de catalyseur à de profondes rancœurs et à des frustrations enfouies depuis des décennies, comme elle sert également aujourd'hui à de nombreux jeunes, quelle que soit leur origine sociale ou culturelle, de dérivatif et de palliatif à l'absence d'avenir et de sens...

La « facebookisation » de la jeunesse, tant belge qu'arabe, n'est par ailleurs pas exempte d'un risque réel d'instrumentalisation : l'impression de décider, flattée par l'apparence de liberté et de démocratie n'est jamais qu'une impression ! Le risque de voir s'installer, à la place des dictateurs chassés, une nouvelle élite qui reproduira les mêmes comportements politiques sous un vernis de modernité n'est pas absent.

Il reste que plusieurs régimes forts ont été contraints d'abandonner les privilèges éhontés qu'ils s'étaient garantis grâce à la complicité de nombreux états occidentaux. Ces régimes dictatoriaux, qui tournaient délibérément le dos à leur propre jeunesse et étouffaient dans l'œuf toute velléité d'exercer la moindre liberté politique, qui savaient comment pratiquer le bourrage de crânes et museler les médias, ont créé de toute pièce les conditions d'un profond désespoir. Si l'on rajoute le catalyseur et l'humiliation continuelle des Arabes à travers la politique d'apartheid d'Israël envers les palestiniens et son impunité imposée par de nombreux régimes occidentaux qui développaient justement avec les potentats arabes des relations privilégiées et fructueuses, toutes les conditions étaient réunies pour que ce désespoir se transforme en révolte puissante !

Si elle ne peut être comparée, la situation des jeunes issus de l'immigration maghrébine offre pourtant cer-

taines similitudes. À commencer par l'identification forte à la jeunesse palestinienne et le ressenti douloureux et révolté qu'elle recèle. Mais aussi le déni de démocratie et l'impression, régulièrement vérifiée, de n'être que citoyens de seconde zone. Les inégalités scolaires ou d'accès à la formation, les injustices sur le marché de l'emploi ou du logement ne sont que des exemples de situations de discrimination vécues quotidiennement par des milliers de jeunes pourtant souvent nés en Belgique.

Inutile donc d'aller chercher les grands frères, ni les barbus derrière les mouvements de révolte sporadiques qui secouent nos quartiers les plus déshérités : c'est le mal de vivre des ghettos qui a fait déborder le vase. Il y a sans aucun doute des rapprochements à faire entre le mal-être des jeunes des quartiers populaires issus de familles d'immigrés, souvent issus des anciennes colonies, et la révolte des populations vivant sous les régimes dictatoriaux du monde arabe. La citoyenneté, dans tous les domaines de la vie publique, est sans conteste le cœur du problème, ici et là-bas.

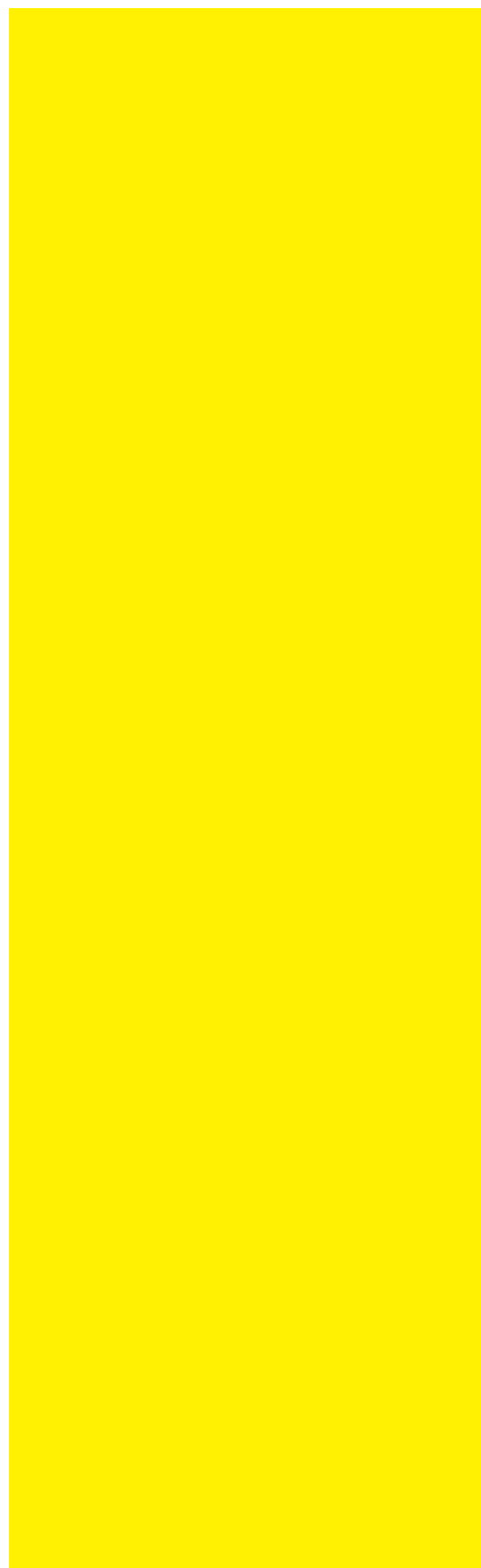
L'idée d'être traité en étranger dans son propre pays semble bien constituer l'essence de ce patrimoine commun que j'évoquais plus avant : on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement entre le mépris des régimes dictatoriaux à l'égard de leur jeunesse et les attitudes arrogantes et méprisantes que subissent les jeunes des quartiers populaires, souvent citoyens belges et pourtant traités en véritables étrangers !

Certaines formes de violence constituent la seule réponse possible à l'incapacité croissante des institutions à assurer leurs promesses d'égalité et de fraternité alors que le discours politique continue à mettre en avant ces mêmes promesses...

L'urgence aujourd'hui est de changer nos lunettes afin de ne plus voir ces jeunes comme des « problèmes » mais bien leur offrir des espaces de citoyenneté et leur permettre de vivre et de s'exprimer dans l'espace qu'ils réclament sur le plan culturel ou juridique. En n'oubliant jamais qu'il y a bien des situations où la violence régresse le jour où se met en place un tissu associatif et citoyen qui se constitue en acteur conflictuel. Les sentiments d'injustice, la rage et la révolte peuvent ainsi se transformer, non pas en violence débridée, mais en action organisée contestataire.

Tendre la main à sa jeunesse plutôt que la repousser sous divers prétexte, voilà qui devrait inspirer les décideurs politiques d'ici et de là-bas.

Bernard De Vos
Délégué général aux Droits de l'enfant
05.2011



Alexandrie - 4 février 2011

Retrouvez toute l'actualité de nos
O.J., ainsi que leurs agendas, en
temps réel, **sur le Web!**
bloc-notes.resoj.be

Oxyjeunes

Latitude
JUNIOR

Latitude
JEU
NES

Contact J

CIDJ
Info Jeunesse

ForJ

MJS
Mouvement des Jeunes Socialistes

Jeunes
FGTB

Faucons
rouges

Tels
Quels
jeunes

FCHWB

Oxyjeunes

Grand'Place 24 - 6240 FARCENNES

T. 071|38 84 00 - F. 071|39 83 00

M. info@oxyjeunes.be

W. www.oxyjeunes.be

Latitude Junior

Place St Jean 1-2 - 1000 BRUXELLES

T. 02|515 04 02 - F. 02|512 27 62

M. latitude.junior@mutsoc.be

W. www.juniorville.be

Latitude Jeunes

Rue Saint-Jean 32-38 - 1000 BRUXELLES

T. 02|515 04 02 - F. 02|512 27 62

M. latitude.jeunes@mutsoc.be

W. www.ifeelgood.be

Contact J

Bd. de l'Empereur 25 - 1000 BRUXELLES

T. 02|511 96 84 - F. 02|502 60 36

M. contactj@contactj.be

W. www.contactj.be

CIDJ

Rue Saint-Ghislain 29 - 1000 BRUXELLES

T. 02|219 54 12 - F. 02|219 54 13

M. cidj@cidj.be

W. www.cidj.be

ForJ

Siège social
Rue le Lorrain 104
1000 BRUXELLES

Siège d'activités
Route de Mons 80
6030 CHARLEROI

M. info@forj.be
W. www.forj.be

T. 02|649 03 22

F. 02|647 87 42

T. 071|53 91 53

F. 071|53 91 54

MJS - Mouvement des Jeunes Socialistes

Rue de la Croix de Fer 16 - 1000 BRUXELLES

T. + F. 02|512 12 18

M. secretariat@mjs.be

W. www.mjs.be

Jeunes FG TB

Rue Haute 42 - 1000 BRUXELLES

T. 02|506 83 10 - F. 02|502 73 92

M. jeunes@jeunes-fgtb.be

W. www.jeunes-fgtb.be

Faucons rouges

Rue Entre-deux-Portes 7 - 4500 HUY

T. 085|41 24 29 - F. 085|41 29 36

M. info@fauconsrouges.be

W. www.fauconsrouges.be

Tels Quels Jeunes

Rue Marché au Charbon 81 - 1000 BRUXELLES

T. 02|512 45 87 - F. 02|511 31 48

M. jeunes@telsquels.be

W. www.telsquels.be

FCHWB - Ferme des Castors

Rue du Faubourg 16-18 - 6250 AISEAU

T. 071|76 03 22 - 071|74 04 75 - F. 071|76 19 26

M. info@fchwb.be

W. www.fchwb.be

28

Communiquer sur le Web

Photoshop & InDesign

Formation de formateurs

Organiser une action politique

Découvrir le secteur de la jeunesse

**Expression corporelle et théâtrale
en animation**

Principes de base de la PNL